

mettre fin au régime d'exploitation financière et industrielle.

Les paysans réclament l'expropriation des terres seigneuriales. Depuis l'abolition du servage, ils vivent dans une sombre misère, rançon de leur prétendue liberté, à côté d'immenses domaines dont jouissent des fainéants.

L'armée, désorganisée par des intrigues de cour, par des rivalités de généraux, follement sacrifiée, usée dans d'absurdes offensives, dans une stagnation meurtrière, dans les retraites, en de vaines victoires, en d'affreux désastres, — démunie de tout, — indifférente d'ailleurs à la cause de ces fameux Alliés qui furent, soixante ans plus tôt, les ennemis du peuple russe, indifférente à des traités qui n'engagent que le gouvernement réactionnaire et par lesquels on a simplement trafiqué du sang et de la liberté, — inquiète de ses foyers et du partage possible des terres, — l'armée exige la paix.

Le Gouvernement Provisoire se composait d'aristocrates libéraux, de gros propriétaires et de banquiers, d'avocats en rupture de barreau et d'officiers en rupture de front. Tous, dès le mois de mars, s'efforcèrent d'enrayer la révolution, de rétablir « l'ordre », et surtout... et surtout: de différer la terrible échéance, de sauver la banque et la propriété. Sur les points essentiels du programme révolutionnaire, ils opposèrent un refus muet, adouci par d'hypocrites promesses qui n'engageaient qu'une certaine Assemblée Constituante dont on parlait beaucoup, mais qui devait attendre des temps meilleurs. On amusait les braves citoyens qui ne rêvaient que de voter (enfin! enfin!) par des enquêtes sur les divers systèmes électoraux... Une commission travaillait... Il était clair d'ailleurs qu'avec de sages mesures, on obtiendrait un Parlement à souhait, une Chambre de démocratie et de ploutocratie, digne de la vieille Europe dont les ambassadeurs honoraient le « jeune » gouvernement de leurs conseils et de leur surveillance. L'électeur, dans cette importante affaire, ne verrait que du bleu. L'ignorance du peuple était si profonde, si naïve, si touchante! Lors de la convocation de l'Assemblée qui se réunit, en effet, le 5 janvier 1918, pour mourir à ses dernières illusions, on conta avec attendrissement les mille et une anecdotes qui avaient égayé cette campagne. Les *moujiks*, les *babas* n'entendaient rien aux listes numérotées. Ces braves gens se renseignaient auprès des « lettrés », des maîtres d'école, des popes, voire... des propriétaires. « Dis-moi, *barine*, pour l'amour de Dieu, quel numéro est le bon! Pourvu qu'on ait la terre, bien sûr!... »

Et si fortes pourtant étaient les volontés, si véhémentes les aspirations du peuple révolutionnaire que le Gouvernement Provisoire différa jusqu'au bout cette consultation. Il n'avait point à chercher, d'ailleurs, pour faire diversion; son programme, aussi « provisoire » que lui-même, c'était la guerre, la guerre de Nicolas, de Guillaume et... de tant d'autres « souverains ».

Toute l'Europe cultivée s'est délectée à l'hystérique éloquence du célèbre Kérensky, avocat de son métier et socialiste-révolutionnaire par vocation. Des généraux lui ont donné l'accolade et nos lords ambassadeurs ont pleuré avec lui sur la grande misère de l'armée. On plaisanta bien ce « généralissime » des meetings régimentaires, mais on l'aima et on compta sur lui. Enfin, la légende voulut (*se non è vero, è ben trovato*) qu'il couchât dans les draps du colonel Romanov, son ancien maître.

En face du Gouvernement Provisoire qui consolidait à la hâte les « conquêtes » de la révolution, à l'autre bout de la rue pour ainsi dire, vivait la Révolution même, dans son parti et dans ses *Conseils* ou *Soviets*, renouvelés de 1905. Dans ces turbulentes assemblées, rien n'était préconçu, aucun plan n'était encore tracé. Elles ne possédaient point encore leur vérité, même provisoire. Elles ne savaient ce qu'elles deviendraient, ce qu'elles pourraient. Elles maintenaient, d'office, l'anarchie, seul remède à « l'ordre » bourgeois, seul moyen de prolonger et de protéger la révolution. Mais elles voulaient sans savoir, elles travaillaient à la même œuvre sans se douter de leur unanimité.

Conseil des Députés Ouvriers et Paysans, Conseil des Députés Soldats. Au nom des classes qui se sont vraiment battues, qui ont renversé l'autocratie, ces représentants réclament le prix du labeur et du sang. Ils écoutent les orateurs que leur envoient les partis et ils apprennent lentement à dis-

cerner les voix et les desseins. La misère accrue, la guerre dévorante, les complots peu à peu dévoilés de la diplomatie, les exigences de l'usine, les plaintes et les menaces du front, les brutalités, les incohérences du gouvernement et enfin l'appel autoritaire du parti bolcheviste, le seul qui offre un programme nettement délimité, le seul qui consente à prononcer les formules: « L'usine à l'ouvrier! La terre au paysan! La paix au combattant! Tout le pouvoir aux Soviets! Proletaires du monde entier, unissez-vous! » — l'apparition et les tribulations des seuls hommes capables d'agir pour le triomphe de cet idéal populaire, la voix claire du savant Lénine, le geste audacieux de Trotsky, — voilà l'enseignement que suivent pendant huit mois les Conseils de Députés et leurs mandants, voilà les raisons, les occasions, les volontés et les forces du 25 octobre 1917.

**

S'il y eut des dissensions, des incertitudes, des fléchissements dans les Soviets, surtout dans les Soviets de Soldats, c'est que ces assemblées, de composition flottante et accidentelle, ne connaissaient pas suffisamment leurs moyens. Elles se laissaient encadrer par les partis. Il était facile de les immobiliser à certains moments.

Le Parti Communiste, honni et pourchassé, mais guidé par des chefs intrépides, franchit un à un tous les obstacles et termina à son avantage la première phase de la lutte: il conquiert les masses. Il leur avait démontré que lui seul voulait vraiment ce qu'elles souhaitaient, que lui seul pouvait réaliser les conquêtes virtuelles de la révolution. On le vit bien à l'instant décisif: des régiments, des conseils, des comités qui, la veille encore, se prononçaient contre le coup d'Etat, jurèrent fidélité ou neutralité au Gouvernement Provisoire, firent volte-face en quelques heures et s'engagèrent avec le Parti dans l'histoire de la République Soviétiste. On a dit et répété que le pouvoir soviétiste n'était qu'une tyrannie de juifs et d'agents allemands. Il a fallu renoncer à cette théorie absurde que tout démentait et qui ne produisait plus aucun effet. Des réactionnaires avérés reconnaissent aujourd'hui sans discussion que le bolchévisme et le Gouvernement qui le personnifie expriment l'idéal et, mieux que cela, satisfont le tempérament, l'instinct profond du peuple russe, du prolétaire et du paysan.

Octobre 1917 règle de fait une situation de droit. Au moment où Kornilov prétend instituer la dictature militaire, Kérensky ne dispose même plus du minimum d'autorité qui alourdirait sa chute, qui lui permettrait de tomber en héros de la république bourgeoise, de la démocratie nationaliste. Le coup d'Etat de Pétersbourg s'accomplit avec une facilité ridicule, déconcertante. Un simulacre de bataille a lieu entre un vieux navire pavoisé de drapeaux rouges et un bataillon de femmes « patriotes ». Kérensky file, déguisé, en auto, et ses ministres attendent l'issue du combat, cachés dans un coin du Palais impérial. C'est tout. C'est ignoble.

Le récit de Mstislavsky, leader des socialistes-révolutionnaires de gauche, traduit fort spirituellement cette impression. Nous empruntons ces pages à un volume intitulé *Cinq Journées* et divisé comme il suit: I. *La révolution de Février*. — II. *Proclamation du Gouvernement Provisoire*. — III. *Arrestation de Nicolas II par le Comité Exécutif de Pétersbourg*. — IV. *Le 25 OCTOBRE*. — V. *Le jour de l'Assemblée Constituante*.

**

La résistance de la bourgeoisie moscovite, dont les traditions et le caractère nous ont toujours paru plus fermes, plus « antiques », plus rudes que les coutumes et le naturel de Pétersbourg, cette résistance fut sérieuse. Voilà pourquoi, quand on parle d'un coup d'Etat qui paraissait achevé et parachevé dans la capitale, — puisque, dès le 25 octobre, le gouvernement soviétiste, en son Congrès des Soviets, existait de fait, — on interroge aussitôt par la pensée Moscou, « première capitale », centre de toutes les Russies. Là, il y eut une véritable bataille, là deux mondes, l'ancien et le nouveau, ont mesuré leurs forces.

Comme au temps du tsar, la volonté et l'idéologie bourgeoises ont été, en 1917, représentées à Moscou par la vieille Douma, ou Municipalité. Elle se composait, en septembre,